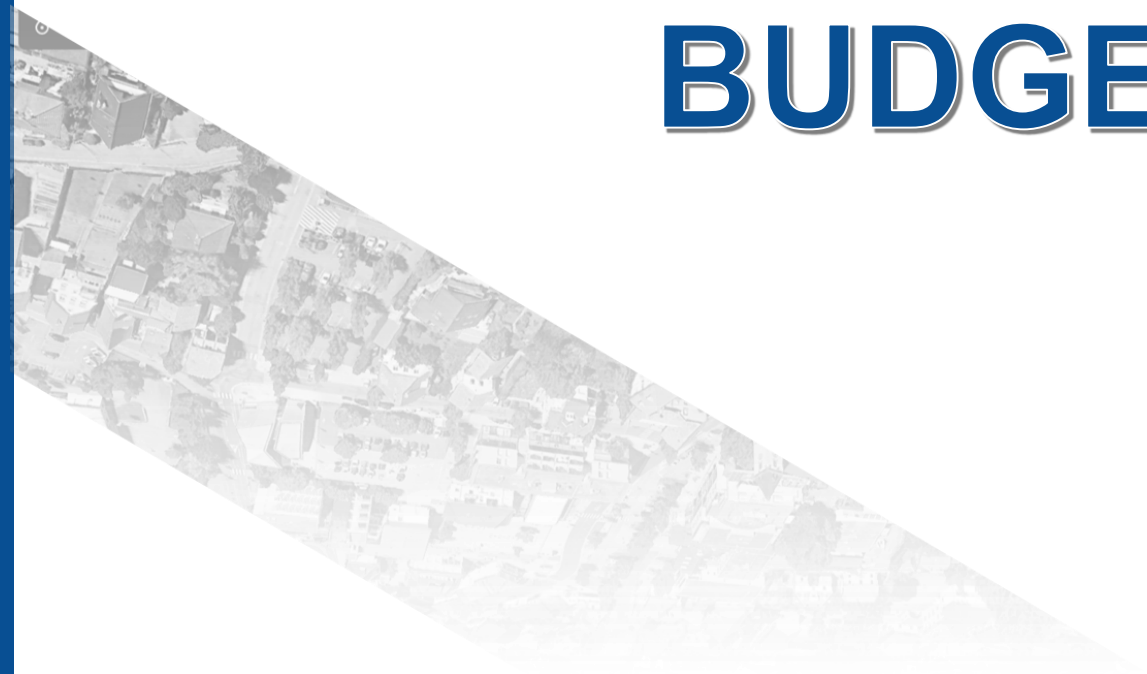
Illzach
ma ville rayonne !

Conseil Municipal
20 février 2024



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Sommaire

INTRODUCTION

LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2024 RELATIVES AUX COLLECTIVITES

LES MESURES DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027

LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT: UN EPHEMERE DYNAMISME

LES DEPENSES REELES DE FONCTIONNEMENT: A L'EPREUVE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

L'EPARGNE

LES INVESTISSEMENTS

LA DETTE

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

RATIOS

CONCLUSION

INTRODUCTION

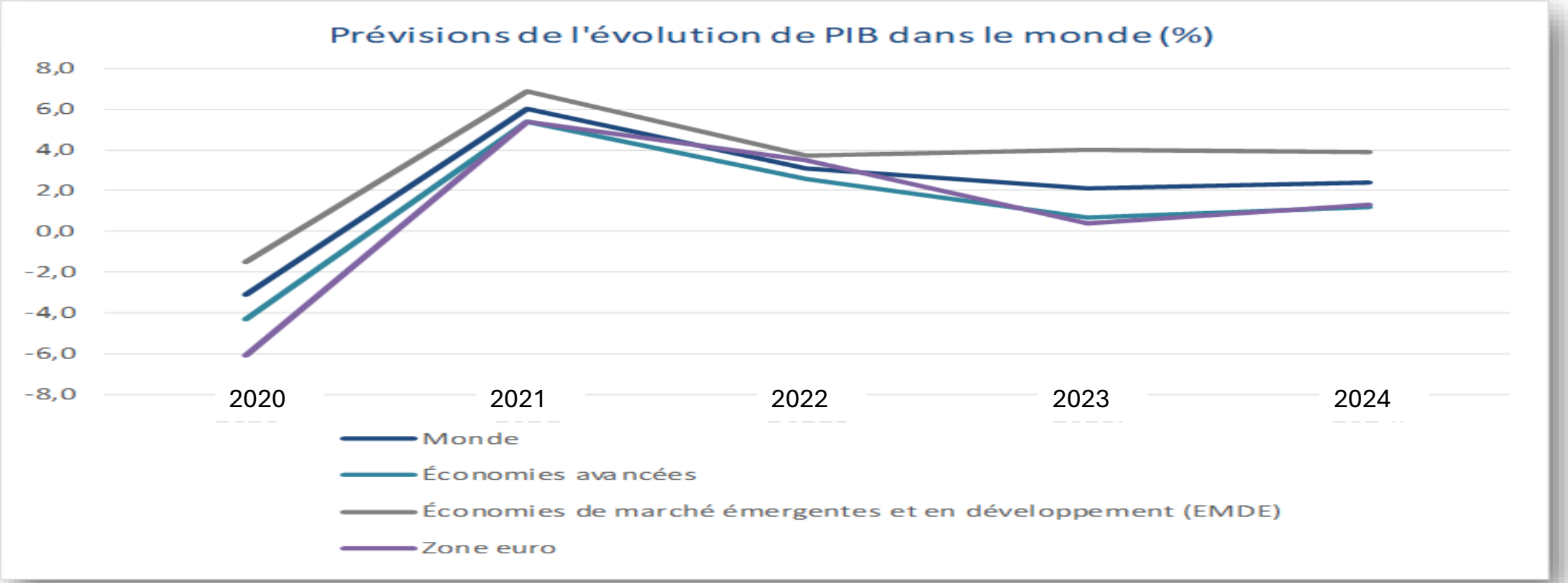
La loi d’Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d’un débat d’orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l’article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

Instabilité face à la montée des taux d'intérêts

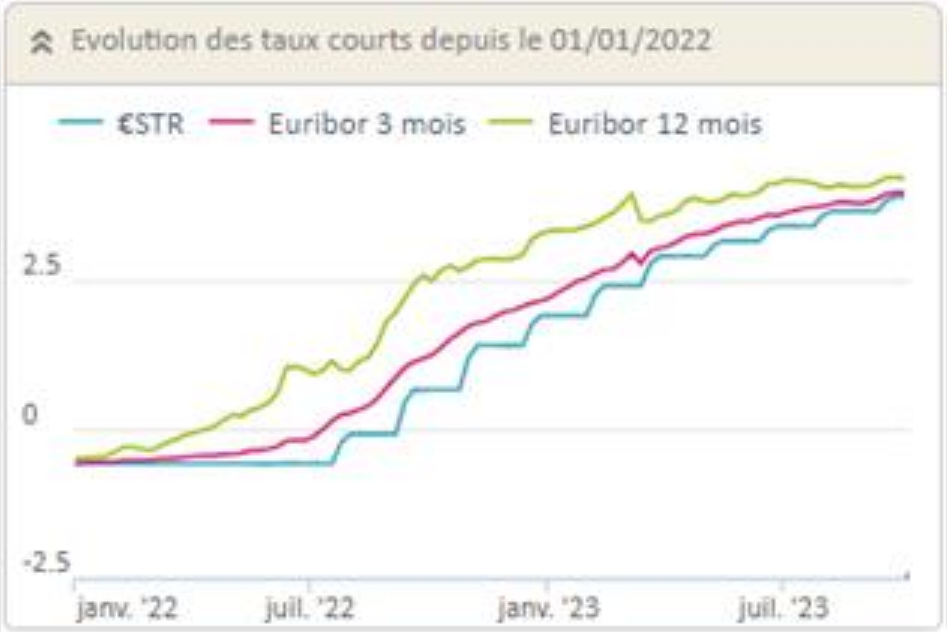
L'économie mondiale traverse une période d'incertitude, avec une croissance qui montre des signes de ralentissement. Pour 2023, les prévisions tablent sur une croissance de 2,1 %, en recul par rapport à l'année précédente.



Instabilité face à la montée des taux d'intérêts

Un défi majeur est le durcissement des conditions de crédit. La montée des taux d'intérêt, pèse lourdement sur les économies et augmente le risque de crises financières.

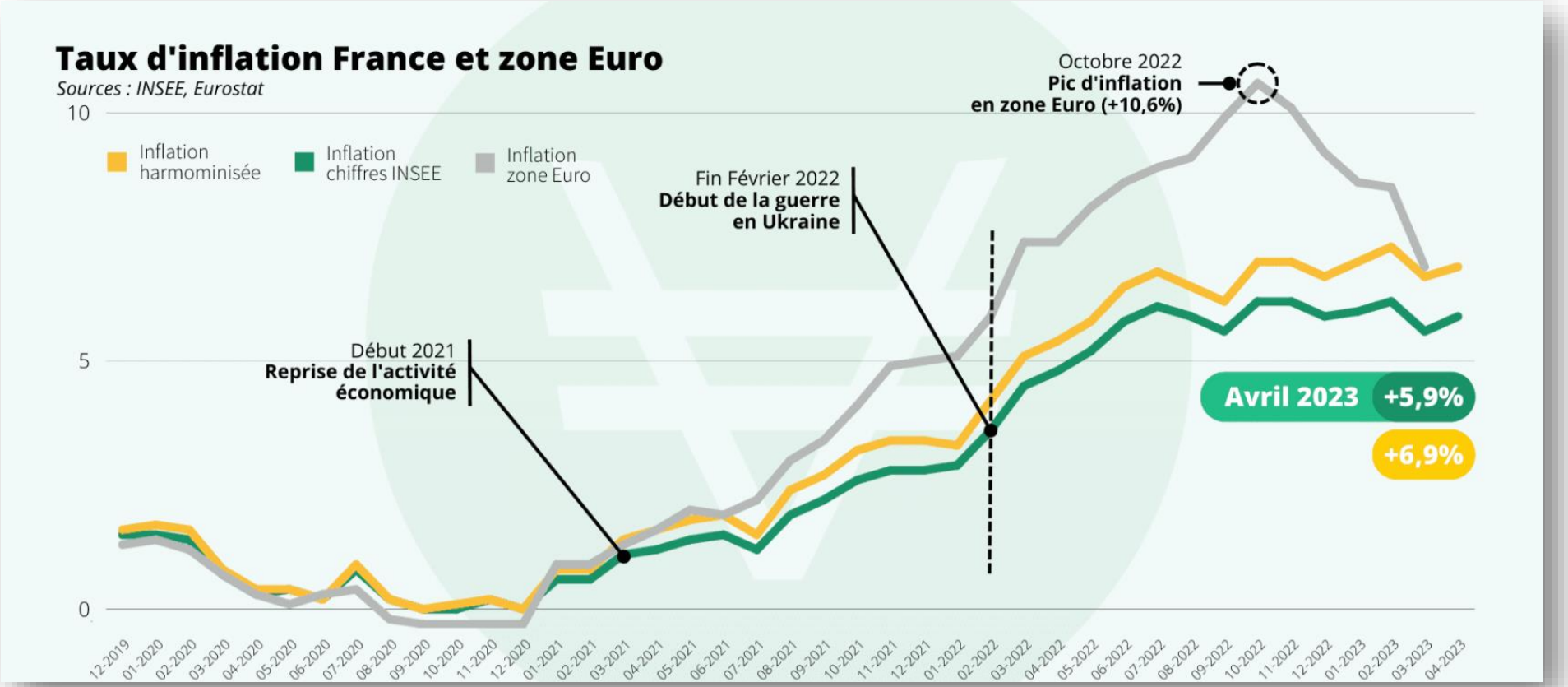
Les taux courts ont augmenté au rythme des annonces des banques centrales, quand les taux longs étaient impactés par le retrait massif de liquidités des banques centrales.



L’inflation

L’inflation a nettement reflué en 2023 par rapport à ses pics de 2022, notamment en zone Euro où elle est descendue à 5,9 % en avril 2023.

La Banque Centrale Européenne (BCE), ne voit pas de retour à sa cible statutaire de 2,00% avant 2025 voire 2026.



Le contexte national

L'économie française a connu une croissance du PIB de 0,9 % en 2023, soutenue par une croissance robuste au premier semestre.

Toutefois, des défis tels que la hausse des prix de l'énergie et une demande mondiale réduite pourraient voir stagner la croissance à 0,9 % en 2024 et 1,3 % en 2025. L'inflation, après avoir atteint un sommet en 2023, devrait reculer pour se stabiliser à 2,5 % d'ici la fin de l'année, avec une prévision de retour à 2 % en 2025.

Enfin, les tensions sur les prix des matières premières, bien que présentes, sont différentes des chocs précédents, notamment ceux liés à l'invasion russe en Ukraine.

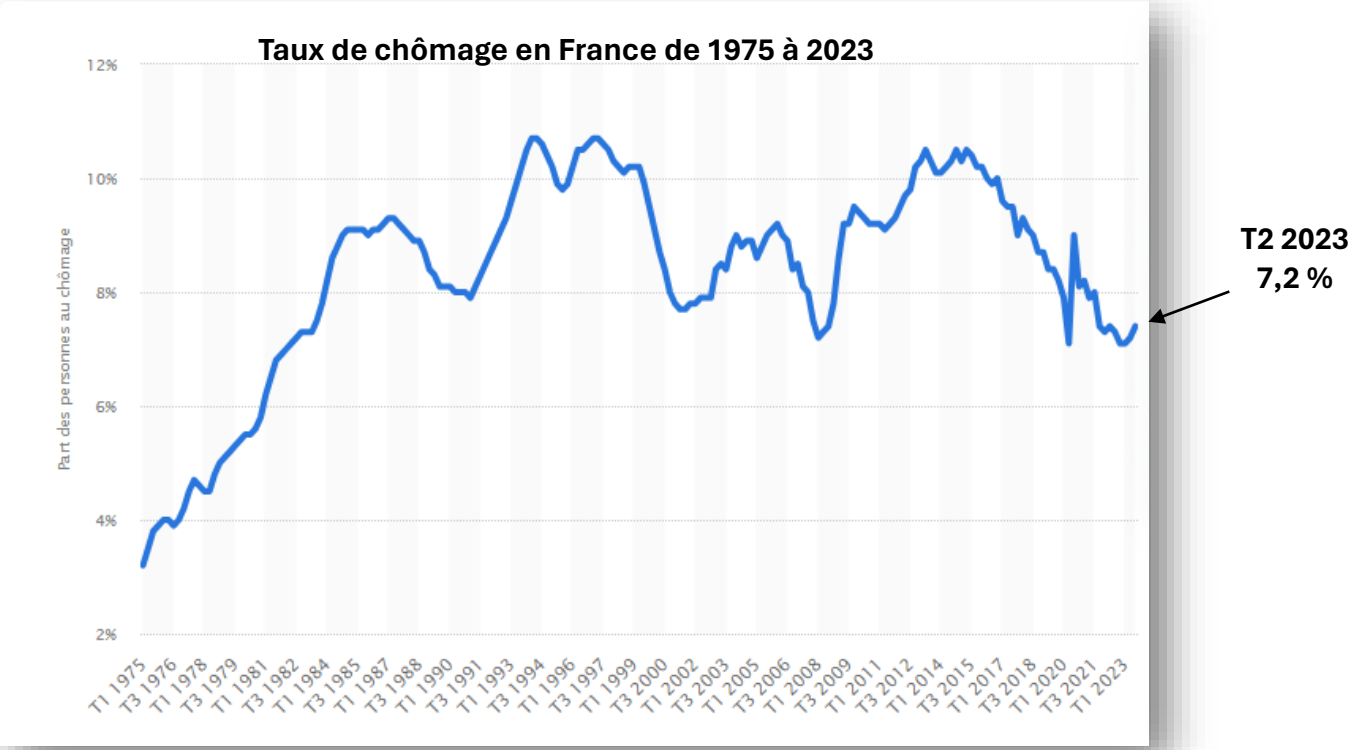
Points clés de la projection France							
(croissance en %, moyenne annuelle)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	-7,7	6,4	2,5	0,9	0,9	1,3
IPCH	1,3	0,5	2,1	5,9	5,8	2,6	1,8
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,4	4,2	2,8	2,1
Investissement total	4,1	-8,9	11,5	2,2	-0,2	1	1
Consommation des ménages	1,9	-7,2	4,7	2,8	0,6	1,7	1,7
Pouvoir d'achat par habitant	2,2	0	2,3	2,3	0,9	-1,1	1,1
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15	21	18,7	17,5	18,2	17,4	16,8
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active	8,5	8,0	7,9	7,3	7,2	7,5	7,8

Source : Banque de France, Septembre 2023

Le contexte national

Pour ce qui est du taux de chômage :

- **Il a légèrement augmenté au deuxième trimestre 2023 malgré une croissance positive du PIB et de l'emploi. Cette hausse est due à une augmentation plus forte que prévu de la population active. Également attribuée à une réaction retardée de l'emploi face au ralentissement antérieur de l'activité.**
- **Le taux de chômage, qui était de 7,2 % au deuxième trimestre 2023, augmenterait progressivement pour atteindre 7,8 % à la fin de 2025.**



LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2024 RELATIVES AUX COLLECTIVITES

Fiscalité locale

En matière de fiscalité foncière, le glissement de l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) de novembre 2022 à novembre 2023 est constaté à hauteur de 3,9%, annonçant une revalorisation du même ordre des Valeurs locatives cadastrales, après 3,5% en 2022 et 7,1% en 2023.

Dans le cadre de la politique portée sur la rénovation énergétique et thermique des bâtiments depuis quelques années, une nouvelle exonération à destination des logements sociaux est instituée. Les logements sociaux de plus de 40 ans faisant l'objet d'une rénovation thermique améliorant significativement leur score énergétique deviennent éligibles à une nouvelle exonération de TFPB de 15 ou 25 ans, cette dernière durée étant conditionnée à l'achèvement de cette rénovation dans les 3 ans à compter du 1er janvier 2024.

D'autres nouvelles mesures d'exonération sont applicables par délibération par les communes et EPCI pour les logements anciens (achevés depuis plus de 10 ans) et les logements neufs satisfaisants à des critères élevés de performances énergétiques.

Pour rappel, la taxe foncière reste le seul levier fiscal à disposition des communes.

Dotations

La Dotation globale de fonctionnement (DGF):

Le gouvernement a décidé cette année encore d'abonder plus que d'habitude l'enveloppe globale de DGF du bloc communal, avec un abondement à hauteur de 320 M€, répartis pour 150M€ sur la dotation de solidarité rurale (DSR), pour 140M€ DSU sans écrêter la DF pour les communes et pour 30M€ sur la dotation d'intercommunalité (DI) pour les intercommunalités.

La dotation pour les titres sécurisés :

Ses critères sont remaniés, donnant à l'utilisation d'un module dématérialisé de prise de rendez-vous une importance supérieure.

Extension du FCTVA

Le périmètre du FCTVA est étendue aux dépenses liées à l'aménagement de terrains. Une rallonge de 250 M€ est budgétée pour financer cette extension.

LES MESURES ISSUES DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027

La limitation de la hausse des dépenses des collectivités

C'était une des mesures qui cristallisaient le mécontentement des représentants des collectivités, mais elle fait partie de la version de la LPFP sur laquelle le gouvernement a engagé sa responsabilité.

Une trajectoire limitant la hausse des dépenses des collectivités à l'inflation -0,5% est donc adoptée. A date, cette trajectoire est prévue comme suit : 2% en 2024, 1,5% en 2025 et 1,3% en 2026 et 2027.

Des concours financiers en hausse

C'est le second axe de cette loi, par lequel l'exécutif entend contrebalancer l'effort demandé aux collectivités pour le redressement des finances publiques.

Selon l'article 13 de ce projet, l'objectif de l'état serait de passer de 53,980 Mds€ de concours financiers au projet de loi de finances (PLF) 2024 à 56, 043 Mds€ en 2027.

La trajectoire d'évolution du FCTVA mènerait notamment ce fonds de 7 104 M€ au PLF 2024 à 7 786 M€.

LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT:

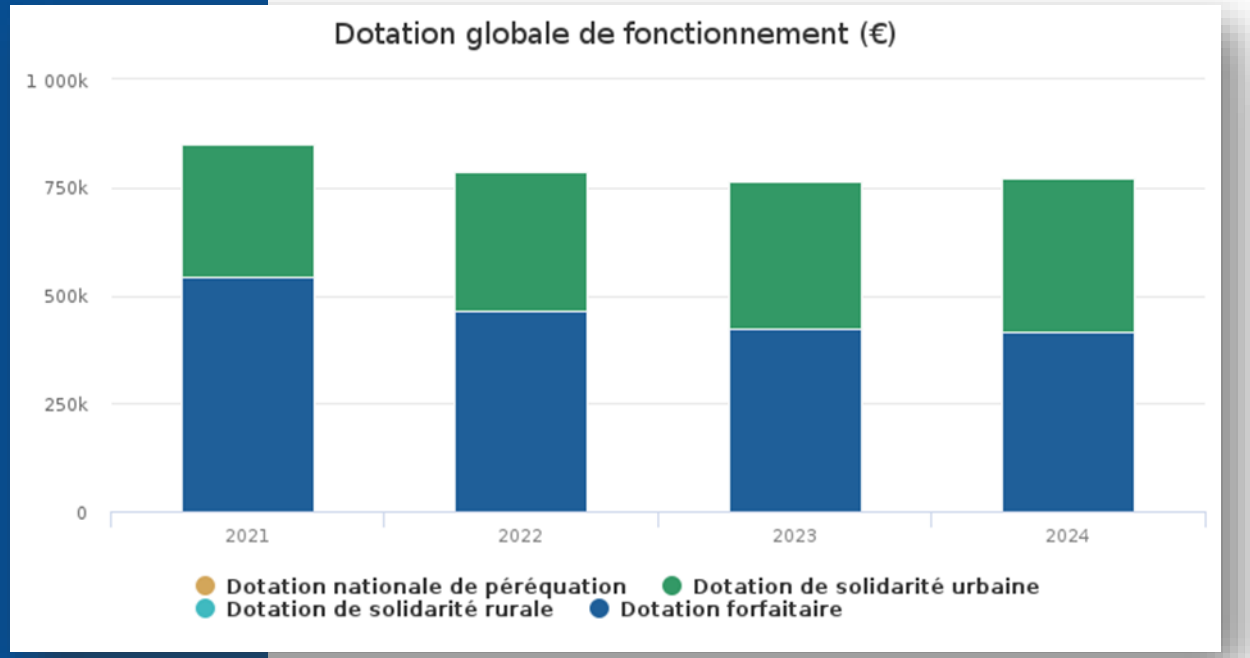
Un éphémère dynamisme

La dotation globale de fonctionnement

En 2023, la commune a perçu au titre de la DGF 763 539 € soit un écrêtement de 24 507 € par rapport à 2022.

Les recettes en dotations et participations de la commune devraient s'élever à 770 189 € en 2024. Une légère progression (+ 0,87 %) due à l'abondement de l'enveloppe de la DGF par l'Etat et la répartition faite sur la DSU.

La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.



Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

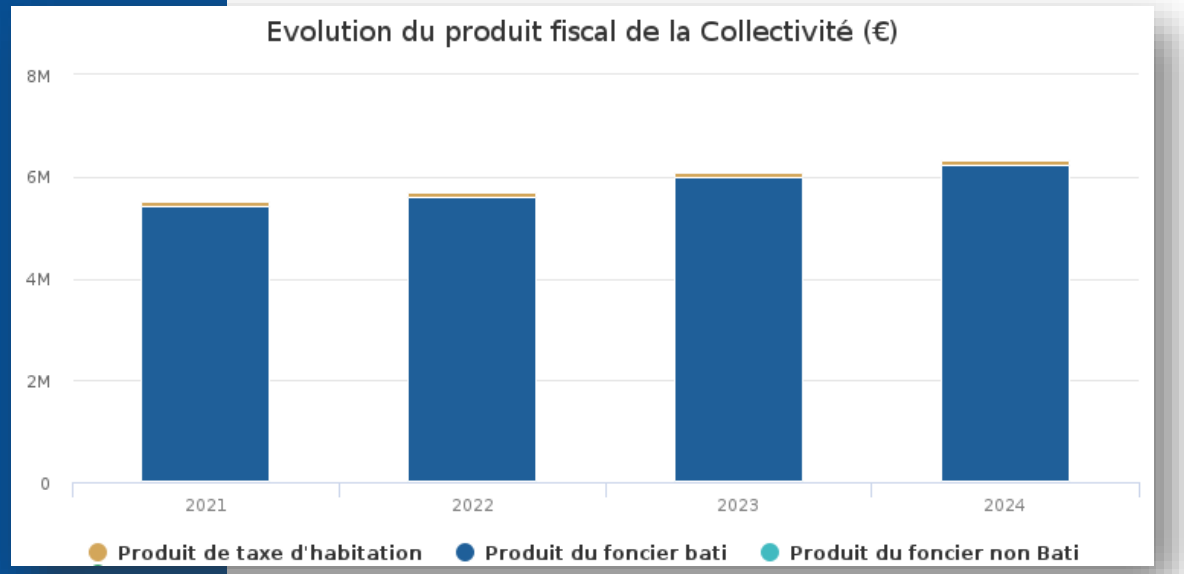
Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Dotation forfaitaire	544 071 €	462 811 €	422 393 €	417 154 €	-1,24 %
Dotation de Solidarité Urbaine	306 184 €	325 235 €	341 146 €	353 035 €	3,49 %
TOTAL DGF	850 255 €	788 046 €	763 539 €	770 189 €	0,87 %

La fiscalité directe

La revalorisation des taux d'imposition locaux (TFPB et TH) votée par le Conseil Municipal en 2023 ainsi que la progression mécanique des bases à 7,1 % auront permis à la Ville de générer une recette supplémentaire de 884 298 € (+15,61 %) par rapport au produit 2022.

Les autres ressources fiscales de la communes (FNGIR, DCRTP, DMTO, TLPE etc.) accusent quant à elles globalement une baisse de 11,55 % (-68 755 €).

Pour 2024, le produit fiscal de la commune est estimé à 15 075 333 € soit une évolution de 0,6 % par rapport à l'exercice 2023 (+ 89 629 €). Ce montant pourra varier à la baisse ou à la hausse en fonction de l'évolution des bases.



Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Taxes foncières et d'habitation	5 507 820 €	5 663 131 €	6 547 429 €	6 802 778 €	3,9 %
Reversement EPCI	6 960 808 €	6 959 095 €	6 953 268 €	6 959 056 €	0,08 %
Autres ressources fiscales	1 540 901 €	1 553 762 €	1 485 007 €	1 313 499 €	-11,55 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	14 009 529 €	14 175 988 €	14 985 704 €	15 075 333 €	0,6 %

Avec reversement EPCI = Attribution de compensation + Dotation de Solidarité Communautaire.

La fiscalité directe

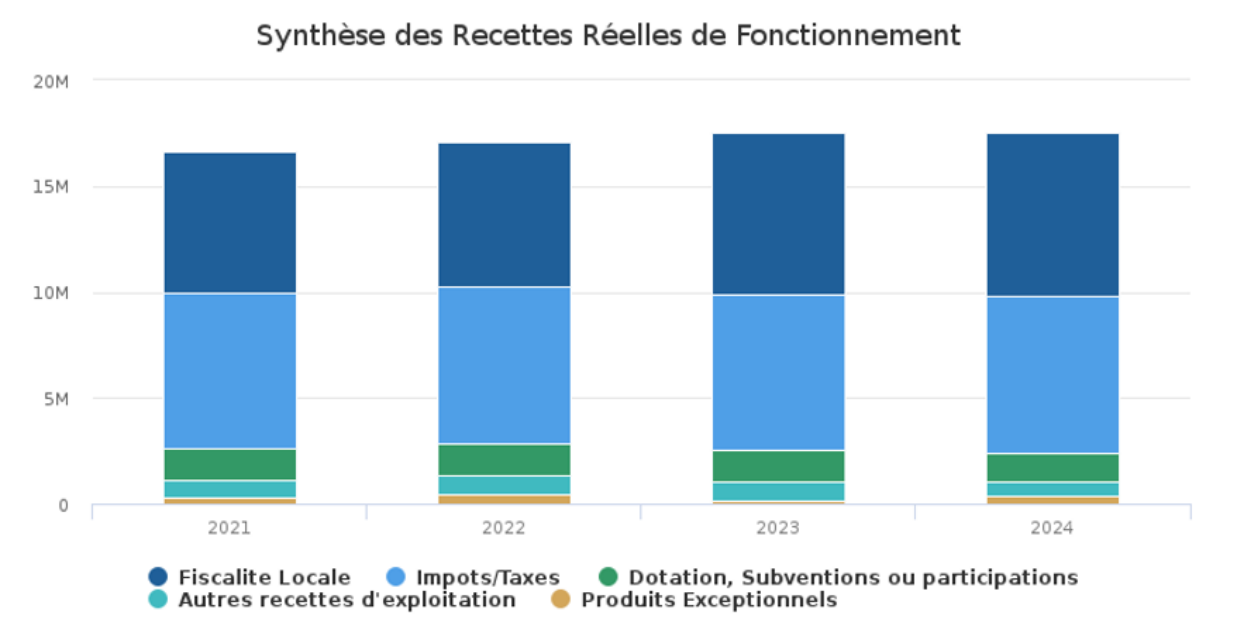
TABLEAU DE LA REPARTITION DES PRODUITS PAR TAXE COMMUNALE

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Produit TH	0 €	84 865 €	94 479 €	98 259 €	4 %
Produit TFB	5 403 216 €	5 585 220 €	6 399 084 €	6 653 041 €	3,97 %
Produit TFNB	18 815 €	19 454 €	19 454 €	20 836 €	4 %
Produit CFE	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Rôles complémentaires	85 789 €	-26 408 €	33 030 €	29 809 €	-9,75 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	5 507 820 €	5 663 131 €	6 547 429 €	6 802 778 €	3,9 %

Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection 2024

Pour l'année 2023, les recettes de fonctionnement ont progressé de +3,81 % (+664 799 €) par rapport à 2022. Cette progression est principalement due à l'augmentation de notre produit fiscal.

Pour l'année 2024, les projections de recettes sont moins dynamiques (-1,99 %). Elles reposent sur une baisse globale des dotations d'Etat et sur l'évolution des bases fiscales (+3,9 % attendus contre 7,1 % en 2023).



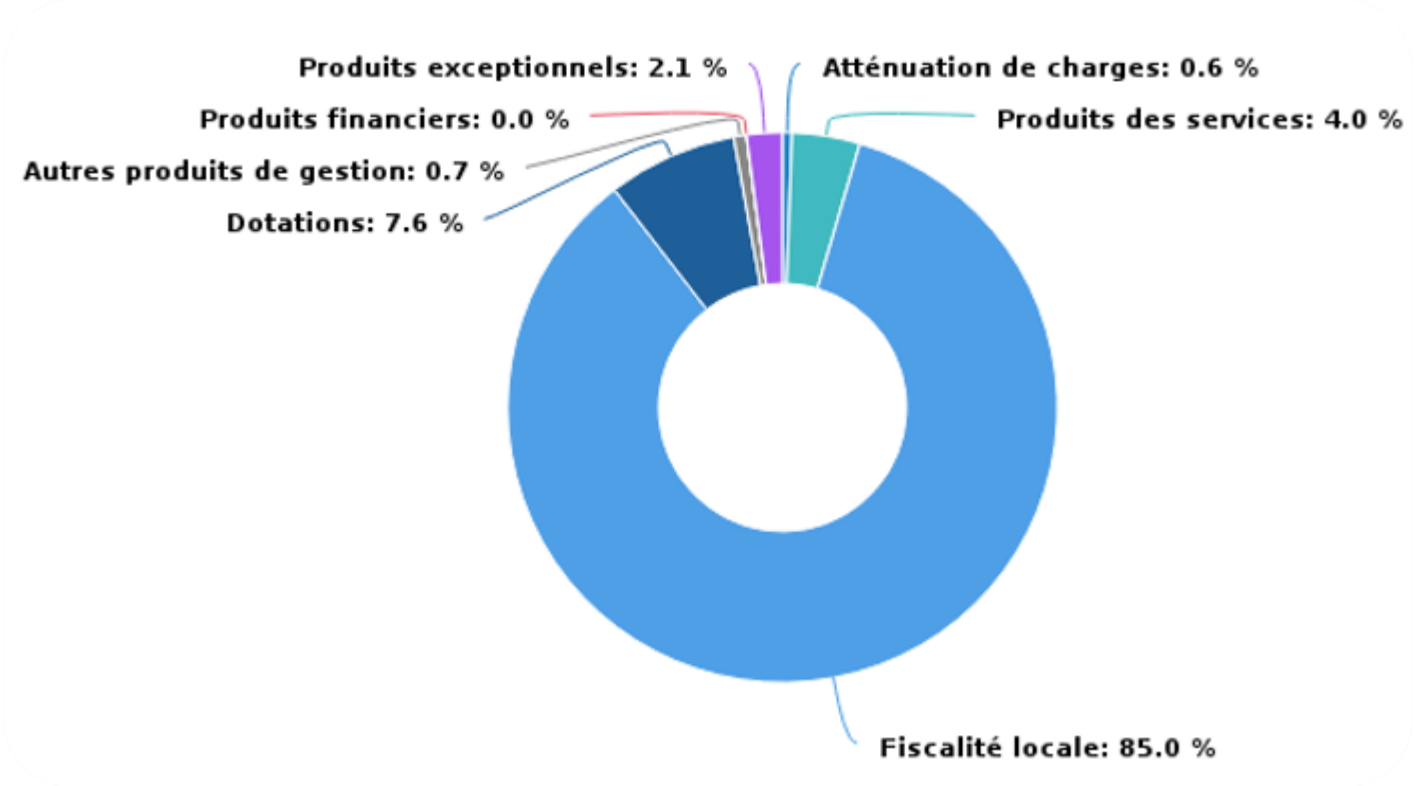
Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Impôts / taxes	14 009 529 €	14 175 988 €	14 985 704 €	15 075 333 €	0,6 %
Dotations, Subventions ou	1 512 825 €	1 507 421 €	1 441 328 €	1 368 829 €	-5,03 %
Autres Recettes d'exploitation	1 067 447 €	1 356 344 €	1 543 304 €	948 692 €	-38,53 %
Produits Exceptionnels	312 981 €	420 964 €	155 182 €	372 000 €	139,72 %
Total Recettes de fonctionnement	16 902 786 €	17 460 719 €	18 125 518 €	17 764 855 €	-1,99 %
Évolution en %	- %	3,3 %	3,81 %	-1,99 %	-

Structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 17 764 855 €, soit 1 222 € / hab. Ce ratio est inférieur à celui de 2023 (1 243 € / hab).

Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- **à 84,97 % de la fiscalité directe ;**
- **à 7,62 % des dotations et participations ;**
- **à 3,98 % des produits des services, du domaine et des ventes ;**
- **à 0,74 % des autres produits de gestion courante ;**
- **à 0,56 % des atténuations de charges;**
- **à 2,1 % des produits exceptionnels ;**
- **à 0,03 % des produits exceptionnels.**



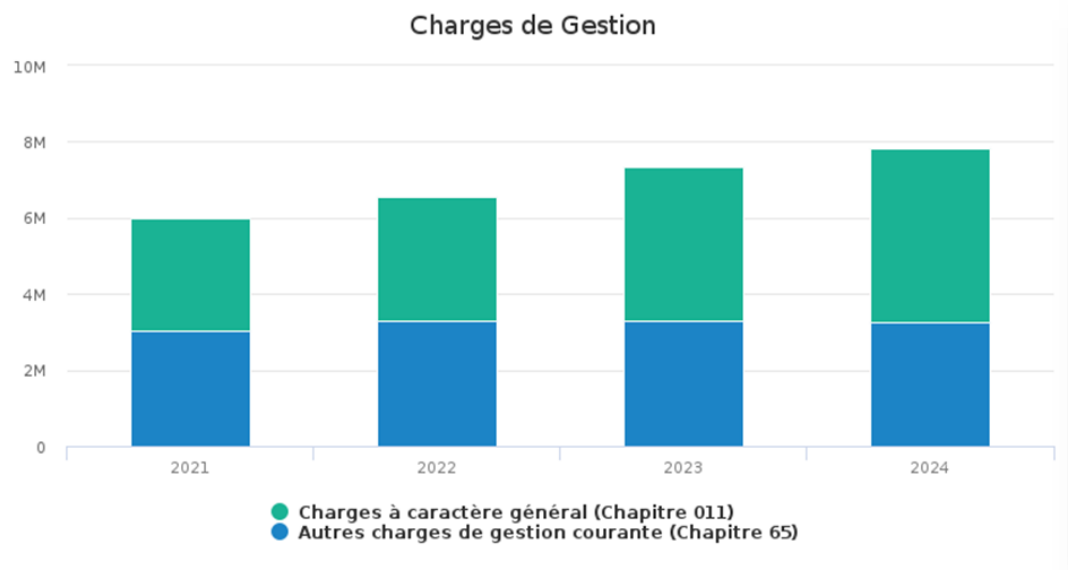
LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT :

A l’épreuve de la conjoncture économique

Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

En 2023, les charges de gestion ont représenté 51,98 % du total des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) soit une augmentation de + 11,85 % (+ 776 291 €) par rapport à 2022. Cette forte progression s'explique principalement par le niveau d'inflation ainsi que par le niveau élevé du coup de l'énergie.

Les charges de gestion, en fonction du vote du budget 2024, évolueraient de 7,3 % (+ 534 952 €) entre 2023 et 2024 et représenteraient 51,22 % du total des DRF.



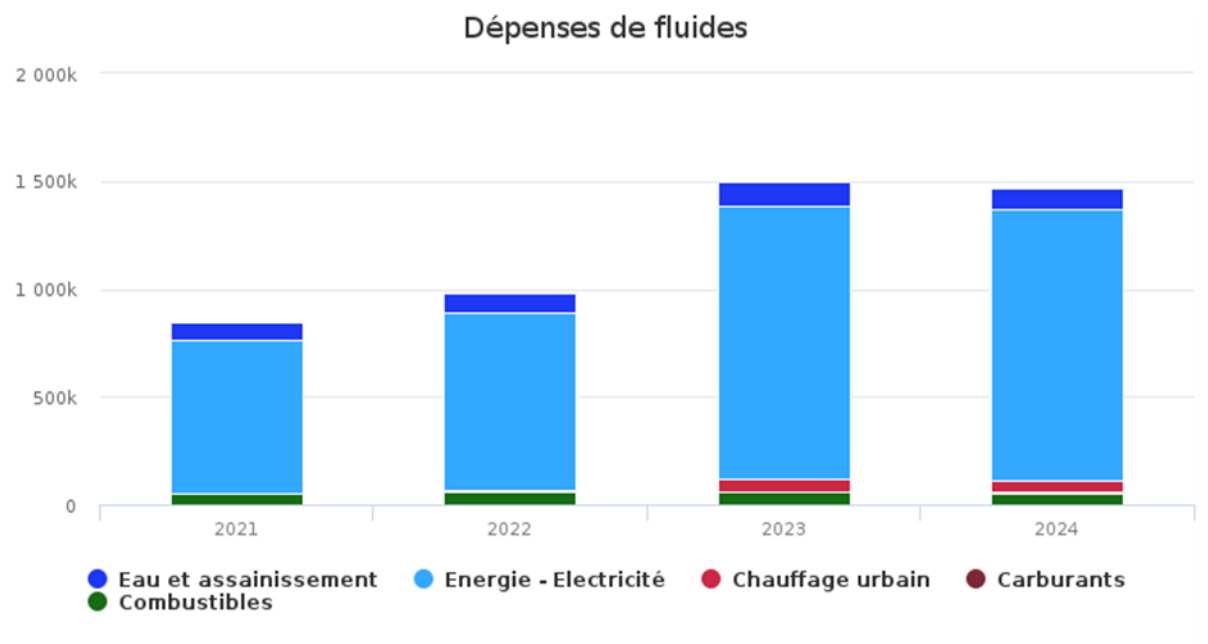
Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Charges à caractère général	2 954 440 €	3 256 643 €	4 018 183 €	4 506 114 €	12,14 %
Autres charges de gestion	3 024 495 €	3 295 611 €	3 310 362 €	3 357 383 €	1,42 %
Total dépenses de gestion	5 978 935 €	6 552 254 €	7 328 545 €	7 863 497 €	7,3 %
Évolution en %	0 %	9,59 %	11,85 %	-	-

Zoom sur les dépenses de fluides

Comme cela était attendu, l'année 2023 a été marquée par une forte augmentation du coût des fluides : + 53 %.

Le coût du gaz et de l'électricité confondus à lui seul progressé de près de 60 % (+494 379 €) et ce malgré les actions d'économies d'énergie mises en place (extinction de l'éclairage public et plafonnement des températures à l'intérieur des bâtiments communaux notamment).

Un léger fléchissement des dépenses de fluides est attendu pour l'année 2024 (-2,07 % soit – 31 000 €).



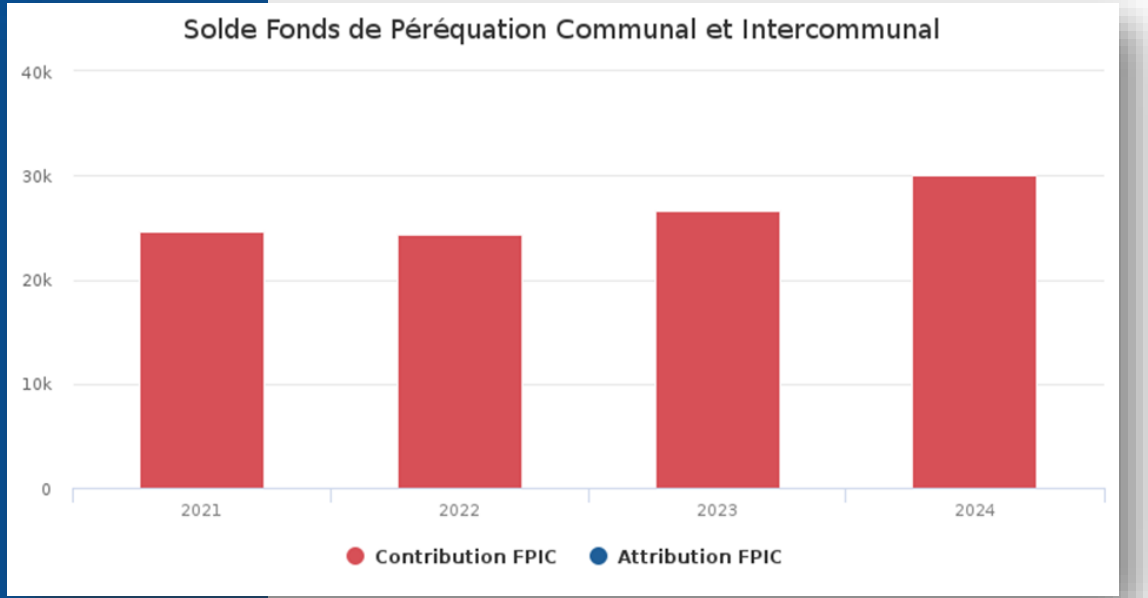
Année	2021 CA	2022 CA	2023 CA	2024 BP	BP 2023 – BP 2024 %
Eau et assainissement	78 308 €	85 307 €	115 137 €	102 275 €	-11,17 %
Énergie – Électricité Chauffage urbain	711 035 €	829 009 €	1 323 388 €	1 307 017 €	-1,24 %
Carburants - Combustibles	53 455 €	65 905 €	62 078 €	60 235 €	-2,97 %
Total dépenses de fluides	842 798 €	980 221 €	1 500 603 €	1 469 527 €	-2,07 %
Évolution en %	-	16,31 %	53,09 %	-2,07 %	-

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale entre ensembles intercommunaux.

La Ville d'Illzach en bénéficiait en 2016 à hauteur de 201 000 € puis le FPIC a continué à évoluer à la baisse jusqu'en 2020.

Au contraire, les modifications de la carte intercommunale ont conduit la Ville d'Illzach à devenir contributrice à partir de 2021 et à hauteur de 26 685 € en 2023 (+9,47 % par rapport à 2022).



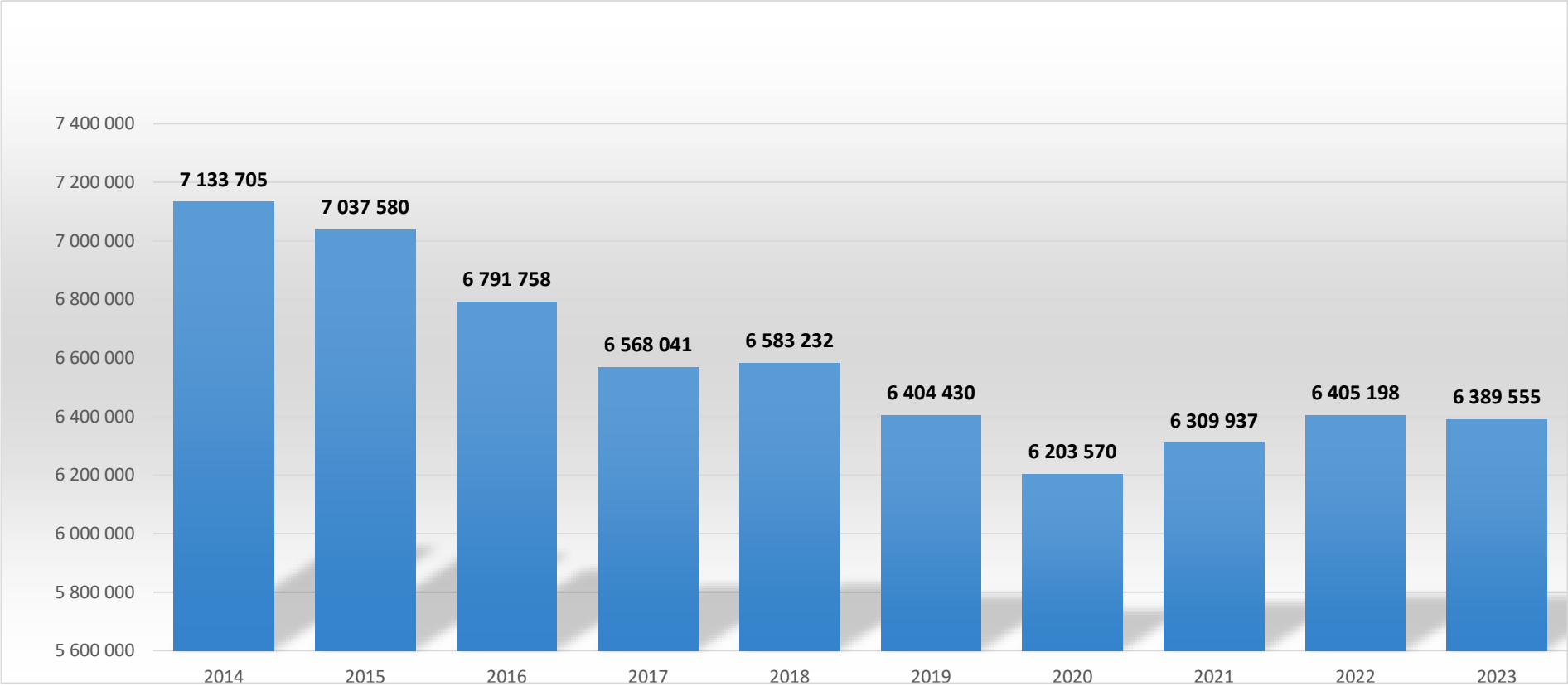
Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Contribution FPIC	24 684 €	24 376 €	26 685 €	30 000 €	12,42 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Solde FPIC	24 684 €	24 376 €	26 685 €	30 000 €	12,42 %

Evolution des charges de personnel

Malgré les mesures nationales mises en place (revalorisation du point d'indice de +1,5 % , évolution du SMIC) et la politique municipale de soutien au pouvoir d'achat des agents (revalorisation du régime indemnitaire) les dépenses de personnel restent maîtrisées et présentent même un léger recul de – 0,24 % pour l'année 2023.

Pour cette même année, elles ont représenté 45,32 % des DRF contre 47,98 % en 2022.

soit 438 €/hab contre 672 €/hab des villes françaises de la même strate.



Structure des charges de personnel

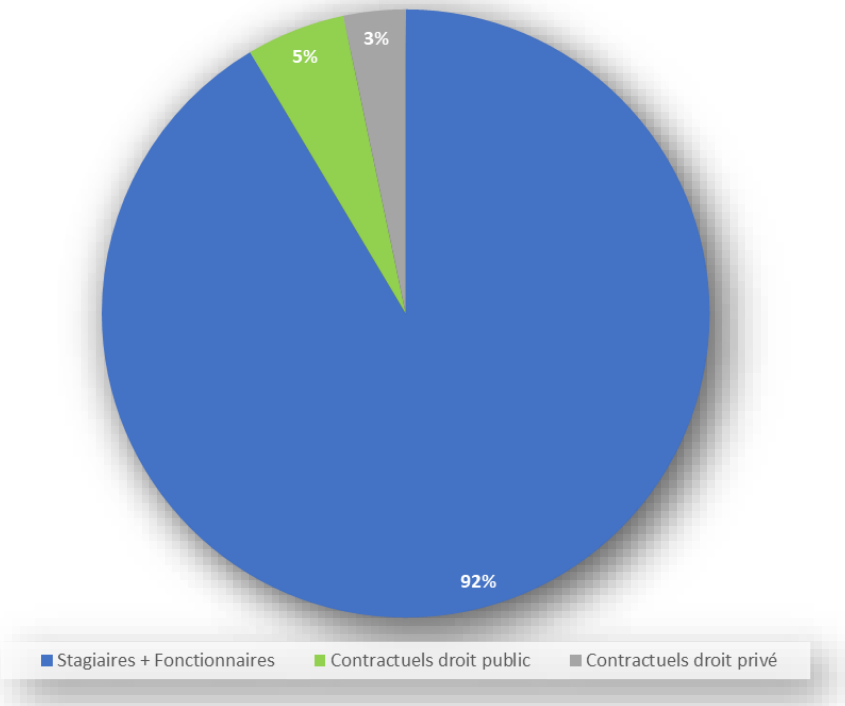
La structure de la masse salariale se présente de la manière suivante:

	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Dépenses 2019	Dépenses 2020	Dépenses 2021	Dépenses 2022	Dépenses 2023	Evolution 2022/2023
Traitements indiciaires	3 701 435 €	3 740 482 €	3 672 273 €	3 709 983 €	3 579 443 €	3 660 298 €	3 248 127 €	- 11,26 %
Divers (versement transport, emplois d'avenir, apprentis …)	192 765 €	216 174 €	195 086 €	130 891 €	131 718 €	135 833 €	132 100 €	- 2,75 %
NBI* + SFT* + IR*	79 944 €	73 555 €	70 251 €	67 962 €	65 558 €	68 623 €	113 457 €	65,33 %
Régimes indemnitaires	599 113 €	522 767 €	502 612 €	475 218 €	680 213 €	656 422 €	950 295 €	44,77 %
Cotisations sociales (URSSAF, ASSEDIC etc)	1 681 274 €	1 615 030 €	1 563 998 €	1 513 853 €	1 551 939 €	1 575 459 €	1 552 679 €	- 1,45 %
Autres cotisations (CNFPT, CDGFPT etc)	87 086 €	87 361 €	86 398 €	68 956 €	76 978 €	95 398 €	96 164 €	0,80 %
Autres charges sociales diverses (mutuelle, prévoyance, titres restaurants etc) [1]	181 346 €	293 412 €	265 436 €	189 417 €	190 575 €	192 881 €	274 024 €	42,07 %
Autres charges diverses (médecine du travail etc)	45 078 €	34 451 €	48 377 €	47 291 €	33 512 €	20 284 €	22 709 €	11,96 %
CA exercices clos	**6 568 040 €**	**6 583 232 €**	**6 404 430 €**	**6 203 570 €**	**6 309 937 €**	**6 405 198 €**	**6 389 555 €**	**- 0,24 %**

Répartition des agents de la Ville d'Illzach en 2023

Catégories	Titulaires	Contractuels	Total	%
A	8	0	8	5
B	16	3	19	13
C	115	5	120	82
Total	139	8	147	

A cet effectif s'ajoutent 5 apprentis, soit un total de 152 agents



Avantages en nature et durée effective de travail de l'année 2023

Avantages en nature octroyés par la collectivité:

5 LOGEMENTS DE FONCTION	**25 244 €**

99 agents ont bénéficié d'une promotion:

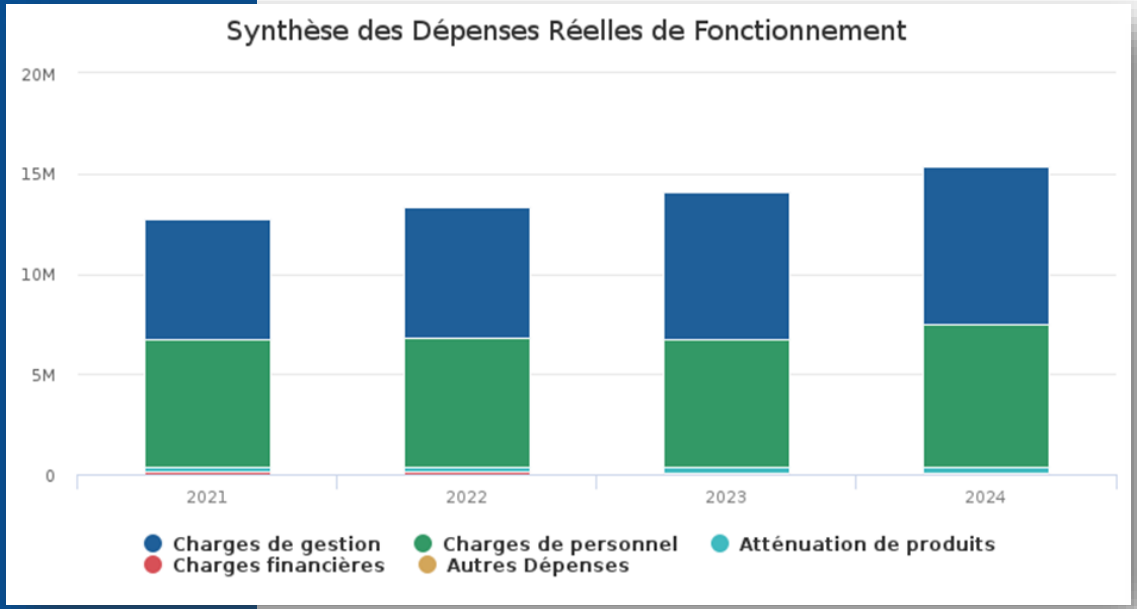
Avancements de grade	Avancements d'échelon	Promotion interne
13	83	3

La durée effective de travail est de 1607 heures

Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement et projection 2024

Malgré des charges de personnel maîtrisées, sous l'effet de l'inflation et des coûts élevés de l'énergie, nos dépenses de fonctionnement ont progressé de + 5,61 % (+748 723 €) entre 2022 et 2023.

Pour 2024, le recrutement d'agents sur des postes vacants, l'impact financier de la revalorisation du régime indemnitaire et de l'augmentation du point d'indice sur une année complète, l'attribution de la prime de pouvoir d'achat aux agents éligibles, une possible revalorisation du point d' indice de + 1 % au 1er juillet 2024, les prix de l'énergie qui demeurent à un niveau élevé, nous contraignent à proposer une évolution des DRF de + 9,08 % pour l'année 2024 par rapport à 2023.



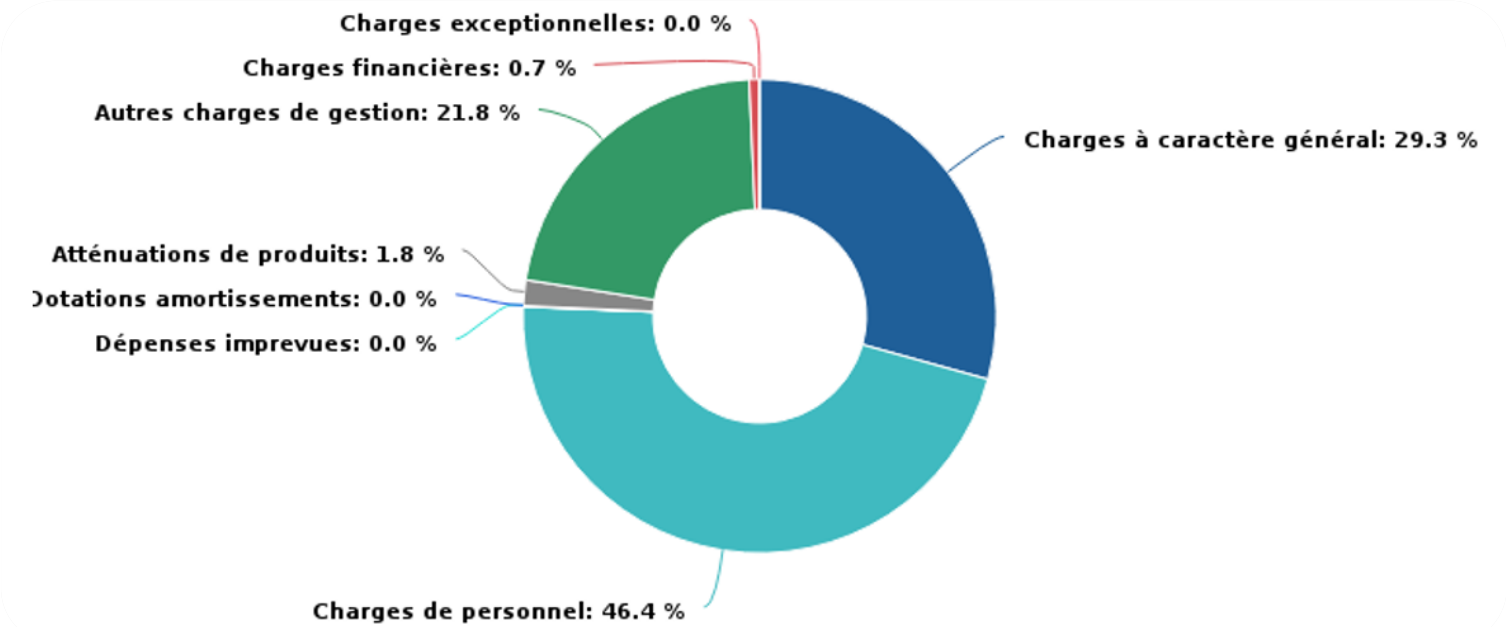
Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Charges de gestion	5 978 935 €	6 552 254 €	7 328 545 €	7 863 497 €	7,3 %
Charges de personnel	6 309 936 €	6 405 199 €	6 389 555 €	7 129 331 €	11,58 %
Atténuation de produits	267 630 €	264 372 €	263 623 €	269 334 €	2,17 %
Charges financières	141 911 €	119 560 €	109 358 €	104 000 €	-4,9 %
Autres dépenses	7 527 €	8 660 €	7 689 €	12 500 €	62,57 %
Total Dépenses de fonctionnement	12 705 942 €	13 350 047 €	14 098 770 €	15 378 663 €	9,08 %
Évolution en %	*- %*	*5,07 %*	*5,61 %*	-	-

Structure des Dépenses Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 15 378 663 €, soit 1 058 € / hab. Ce montant est supérieur à celui de 2023 qui s'élevait à 14 098 770 € (967 € / hab). Pour les villes françaises de la même strate ce ratio est de 1205 € / hab (chiffre 2021).

Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- **à 46,44% des charges de personnel ;**
- **à 29,78 % des charges à caractère général ;**
- **à 21,26 % des autres charges de gestion courante ;**
- **à 1,75 % des atténuations de produit ;**
- **à 0,68 % des charges financières ;**
- **à 0,04 % des charges exceptionnelles ;**
- **à 0,05 % des dotations aux amortissements et aux provisions.**



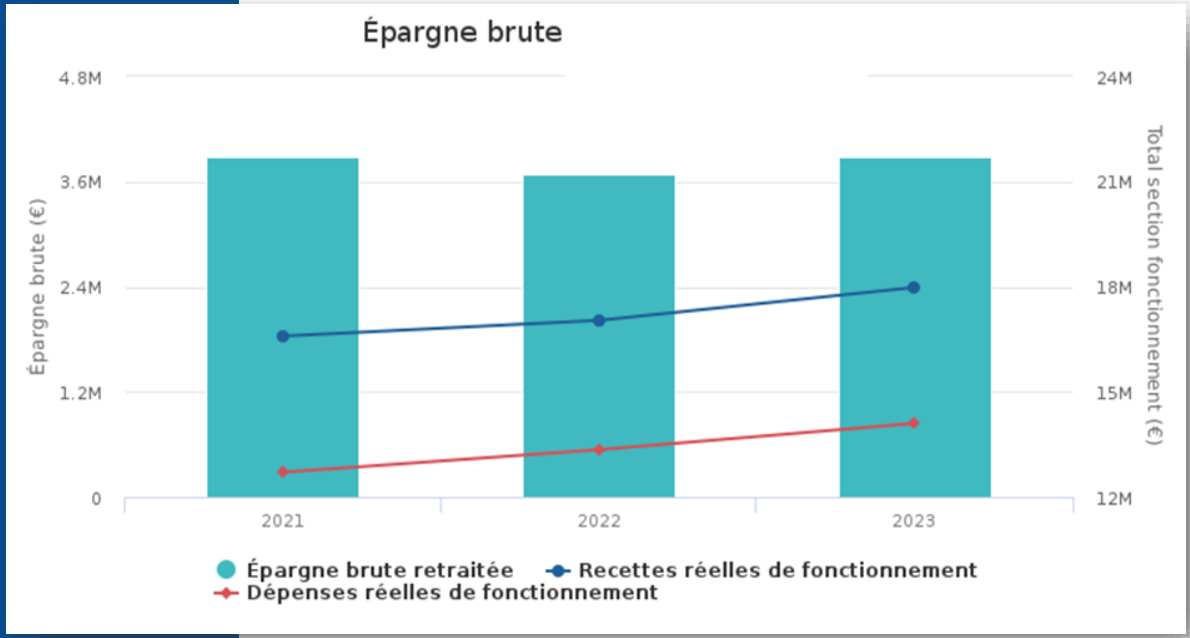
L’ EPARGNE

L'épargne brute

L'épargne brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- **Le remboursement du capital de la dette de l'exercice;**
- **L'autofinancement des investissements.**

Pour l'année 2023, notre épargne brute s'élève à 3 881 997 € soit + 5,19 % par rapport à l'année 2022. Toutefois, il convient de nuancer ce résultat car force est de constater que nos recettes ne progressent pas au même rythme que nos dépenses.



Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Recettes Réelles de fonctionnement	16 902 786 €	17 460 719 €	18 125 518 €	3,81 %
Dont Produits de cession	*311 744 €*	*420 237 €*	*144 750 €*	-
Dépenses Réelles de fonctionnement	12 705 942 €	13 350 047 €	14 098 770 €	5,61 %
Dont dépenses exceptionnelles	*7 527 €*	*4 705 €*	*2 281 €*	-
Epargne brute	3 885 098 €	3 690 435 €	3 881 997 €	5,19%

Taux d'épargne brute

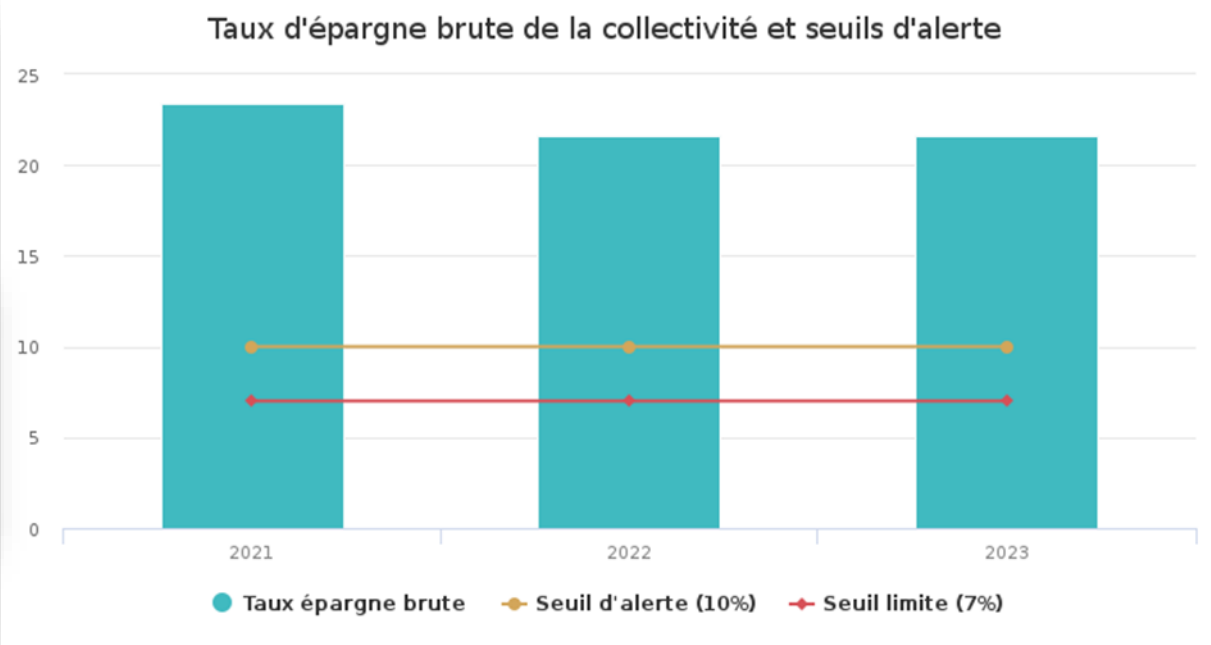
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourra être alloué à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte à 7% représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 14% en 2022. (*DGCL – Données DGFIP*).

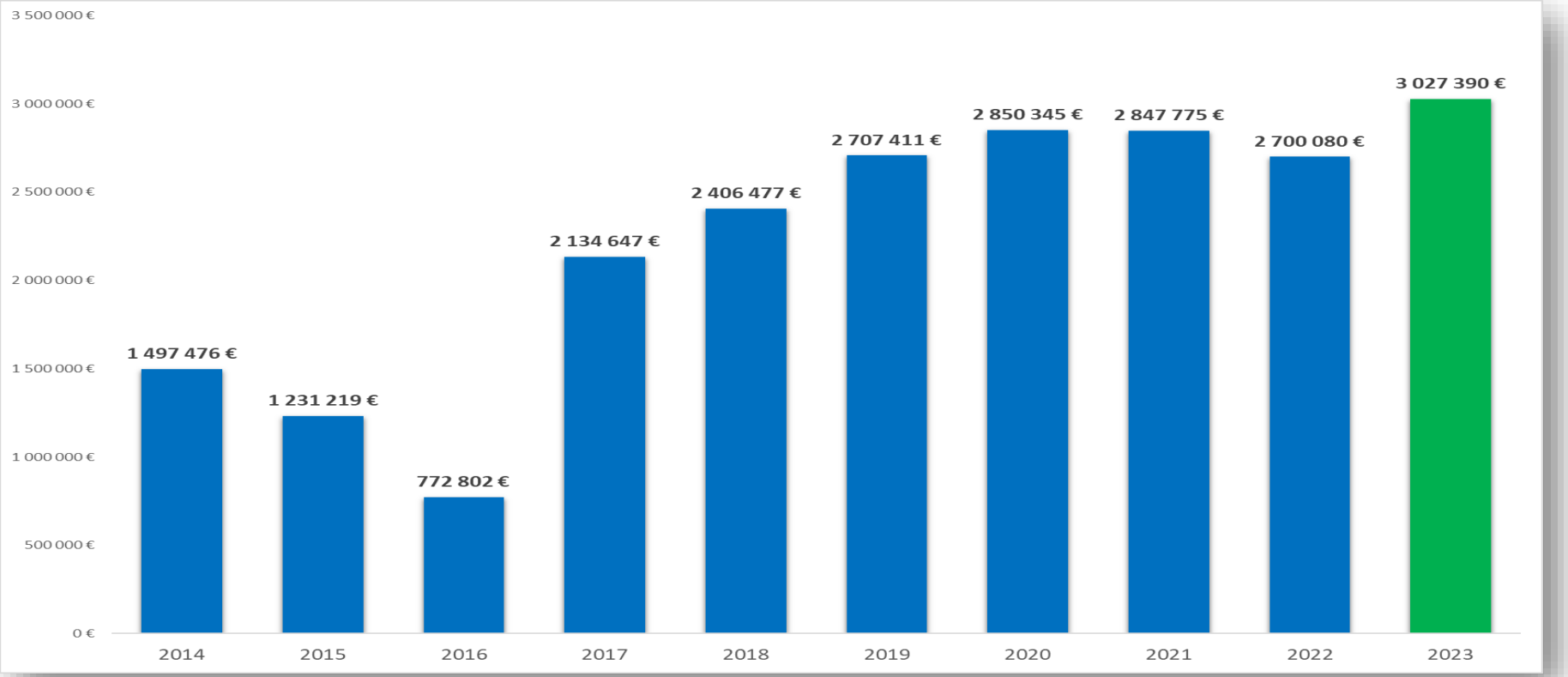
Année	2021	2022	2023	2022-2023 %
Epargne brute	3 885 098 €	3 690 435 €	3 881 997 €	5,19%
Taux d'épargne brute %	23,42 %	21.66 %	21.59 %	-



Evolution de notre épargne nette (autofinancement)

La maîtrise constante des dépenses de fonctionnement permet encore à la Ville de dégager un autofinancement suffisant pour couvrir une part significative des dépenses d'investissement.

Néanmoins, avec des recettes de fonctionnement qui s'annoncent fléchissantes et des dépenses de fonctionnement qui augmentent, notre capacité d'autofinancement devrait être impactée de façon notable en 2024.



LES INVESTISSEMENTS

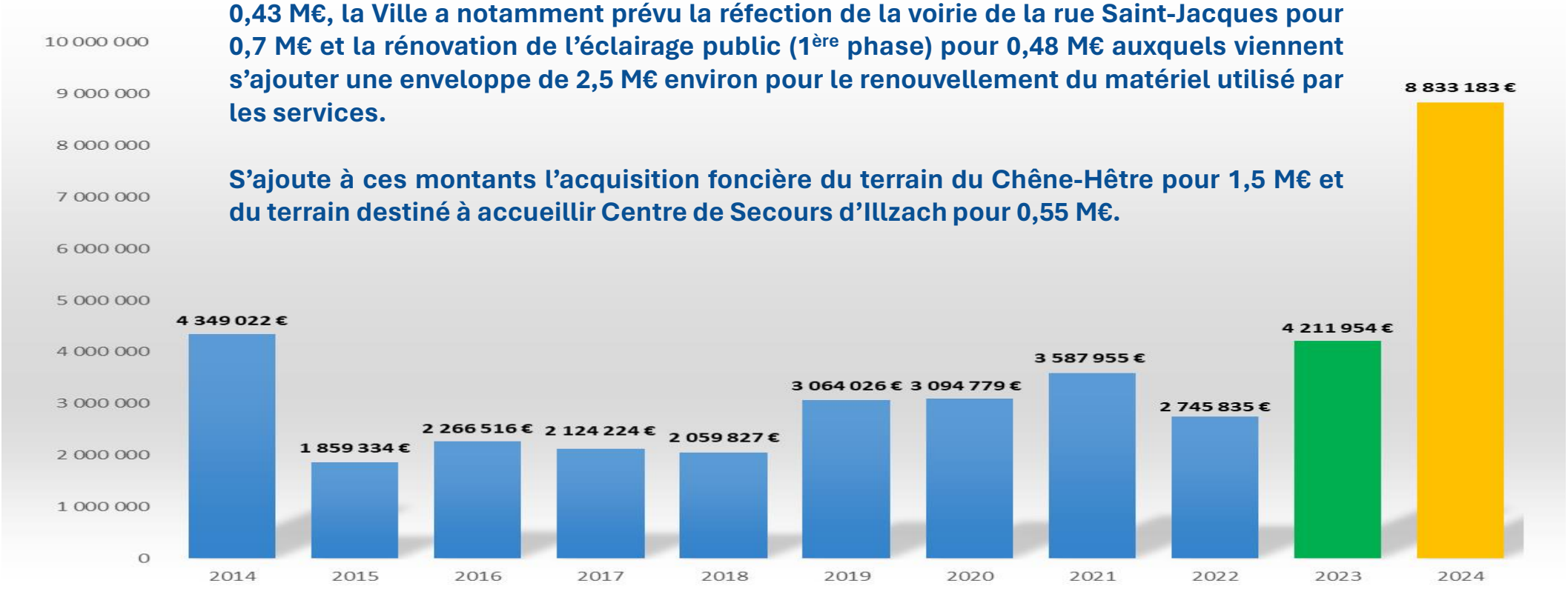
Evolution de nos dépenses d'investissement

L'année 2023 marque le démarrage des deux grands projets inscrits au plan pluriannuel d'investissements que sont la Cité des sports et la restructuration du Groupe scolaire des Jonquilles.

D'autres projets comme la rénovation du Centre technique municipal, celle du Centre culturel de l'Espace 110 ou encore les travaux d'aménagement du local des aînés ont contribué à l'augmentation de + 53,55 % des dépenses d'investissement entre 2022 et 2023.

Pour 2024, outre la Cité des sports pour 1,8 M€ et le Groupe scolaire des Jonquilles pour 0,43 M€, la Ville a notamment prévu la réfection de la voirie de la rue Saint-Jacques pour 0,7 M€ et la rénovation de l'éclairage public (1ère phase) pour 0,48 M€ auxquels viennent s'ajouter une enveloppe de 2,5 M€ environ pour le renouvellement du matériel utilisé par les services.

S'ajoute à ces montants l'acquisition foncière du terrain du Chêne-Hêtre pour 1,5 M€ et du terrain destiné à accueillir Centre de Secours d'Illzach pour 0,55 M€.



Les besoins de financement pour l'année 2024

Année	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles (hors dette)	3 587 956 €	2 745 835 €	4 222 094 €	8 833 183 €
Remboursement de la dette	1 037 323 €	986 437 €	854 607 €	882 000 €
Dépenses d'ordre	291 406 €	41 869 €	93 073 €	0 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	787 614 €
Dépenses d'investissement	4 916 685 €	3 774 141 €	5 169 774 €	10 502 797 €

Année	2021	2022	2023	2024
Subvention d'investissement	220 745 €	490 747 €	129 534 €	391 854 €
FCTVA	397 115 €	433 653 €	341 797 €	525 750 €
Autres ressources	310 402 €	574 293 €	81 253 €	80 000 €
Recettes d'ordre	1 391 723 €	1 302 363 €	1 111 714 €	1 003 000 €
Emprunt	0 €	0 €	0 €	2 050 000 €
Autofinancement	1 500 000 €	1 700 000 €	2 808 319 €	0 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	0 €
Recettes d'investissement	3 819 985 €	4 501 056 €	4 472 617 €	4 050 604 €

Année	2021	2022	2023	2024
Résultat n-1	5 173 835 €	4 077 135 €	4 804 050 €	4 106 893 €
Solde	4 077 135 €	4 804 050 €	4 106 893 €	2 345 300 €

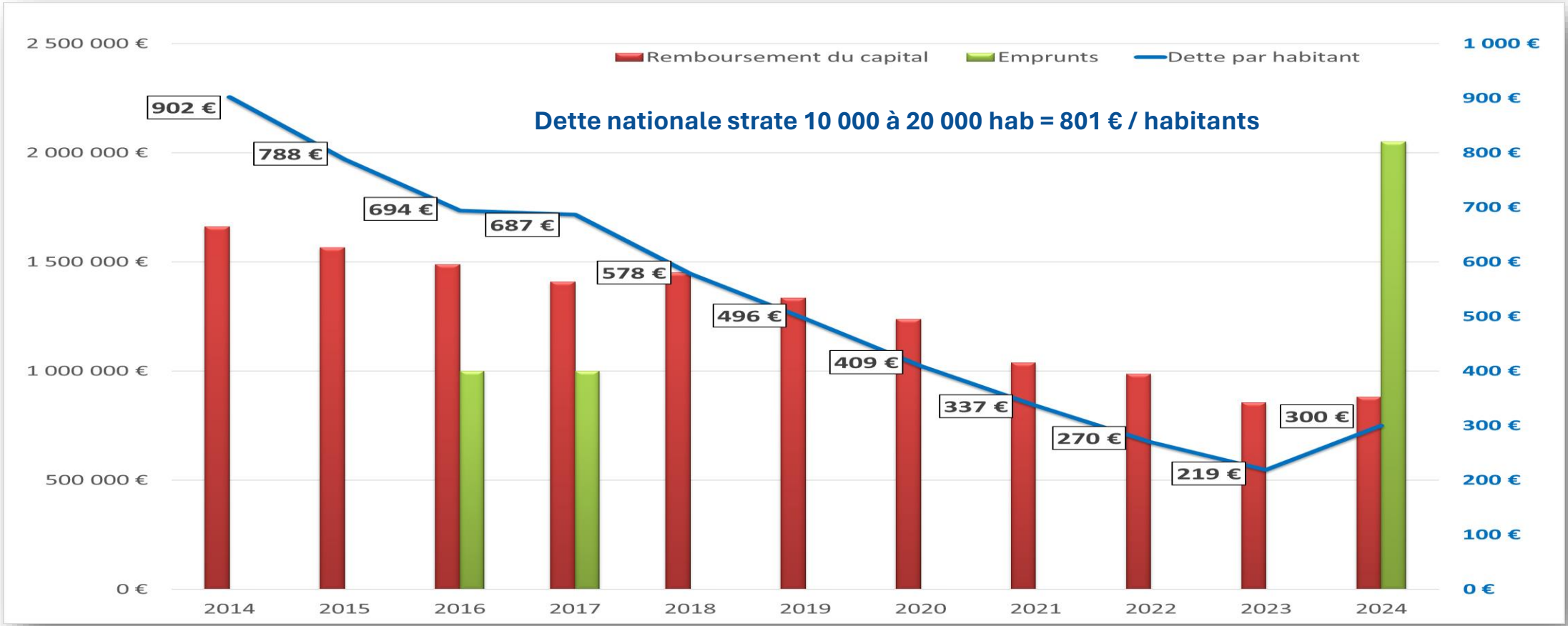
Notre besoin de financement

LA DETTE

La situation de notre endettement

La Ville a poursuivi jusqu'en 2023 son désendettement avec un capital restant dû au 31/12/2023 de 3,2 M€ et 0,854 M€ de capital remboursé.

L'année 2024 marquera une reprise contenue de notre endettement, la Ville ayant prévu de réaliser un emprunt de 1,5 M€ pour l'achat du terrain du Chêne-Hêtre ainsi qu'un emprunt « Intracting » de 0,55 M€ pour la rénovation de l'éclairage public.



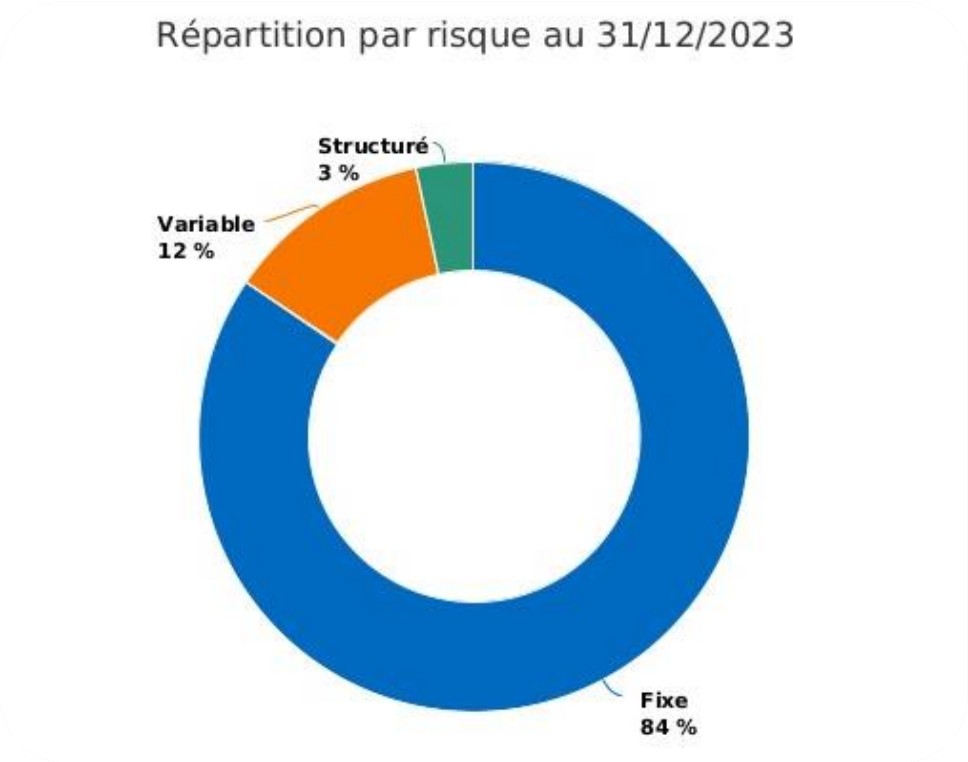
Profil d'extinction de la dette

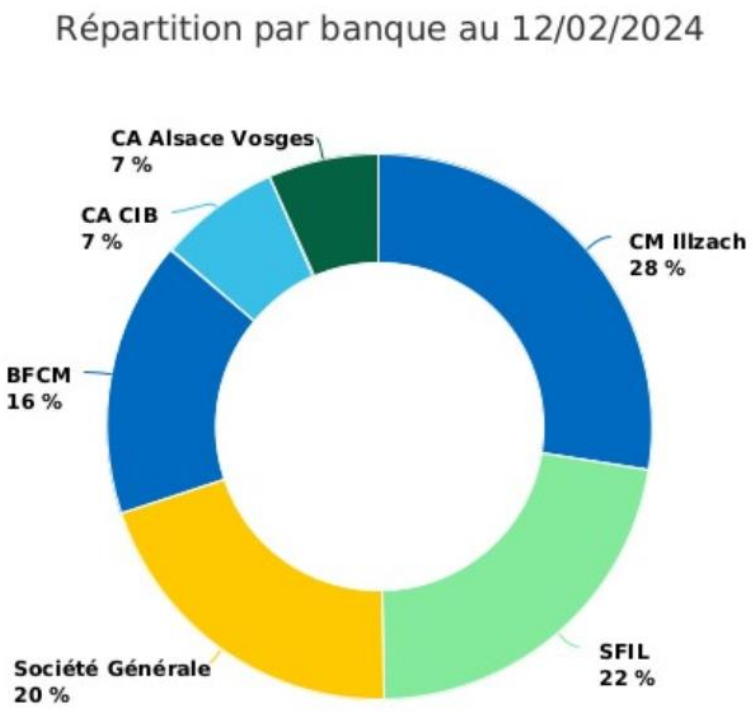
Au 1er janvier 2024

Répartition des emprunts

A la fin de l'année 2023, la structure d'endettement est non seulement équilibrée mais source de stabilité puisque 84 % de notre endettement est constitué par des emprunts à taux fixes, 12 % à taux variable et seulement 3 % en taux structuré.

Selon la charte Gissler, notre endettement est stable avec une échelle de risque très limitée, avec 95,17% en classification A1 et seulement 4,83% de l'encours en B1





CACIB = Crédit agricole CIB
SFIL = société de financement local

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

Budget principal	RETROSPECTIVE				Ecart en €	Ecart en %
	2020	2021	2022	2023	2022-2023	2022-2023
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**16 861 187**	**16 902 786**	**17 460 719**	**18 125 518**	**664 799**	**3,81%**
Produits des cessions d'immobilisations	209 718	311 744	420 237	144 750	- 275 487	-65,56%
Recettes réelles de fonctionnement	16 651 469	16 591 041	17 040 482	17 980 768	940 286	5,52%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**12 564 196**	**12 705 942**	**13 350 047**	**14 098 770**	**748 723**	**5,61%**
Charges financières	167 610	141 911	119 560	109 358	- 10 202	-8,53%
Excedent ou deficit de fonctionnement	1 751 510	3 598 893	5 041 961	5 218 894	176 933	3,51%
Epargne brute retraitée	4 087 272	3 885 098	3 690 435	3 881 997	191 562	5,19%
Taux d'épargne brute	24 %	23 %	21 %	21 %		
Epargne de gestion	4 464 601	4 338 755	4 230 232	4 136 105	- 94 127	-2,23%
Amortissement de la dette	1 236 927	1 037 323	986 437	854 607	- 131 830	-13,36%
Epargne nette (autofinancement)	**2 850 344**	**2 847 774**	**2 703 998**	**3 027 390**	**323 392**	**11,96%**
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**4 173 449**	**2 428 262**	**3 198 693**	**3 359 240**	**160 547**	**5,02%**
Produits des cessions d'immobilisations	209 718	311 744	420 237	144 750	- 275 487	-65,56%
Subvention	449 319	220 745	490 747	129 534	- 361 213	-73,60%
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 986 413	1 500 000	1 700 000	2 808 319	1 108 319	65,20%
Emprunt	0	0	0	0		
Autres recettes d'investissements	1 187 036	928 262	1 498 693	550 921	- 947 772	-63,24%
Dépenses d'investissement hors emprunt	3 094 778	3 587 955	2 745 834	4 211 954	1 466 120	53,39%
TOTAL DEPENSES REELES D'INVESTISSMENT	**4 331 706**	**4 625 279**	**3 732 272**	**5 066 561**	**1 334 289**	**35,75%**
Dépenses d'équipements	3 084 778	3 579 878	2 405 507	4 073 213	1 667 706	69,33%
Subventions d'équipement versées	10 000	8 077	6 000	1 673	- 4 327	-72,12%
Excedent ou deficit d'investissement	4 382 483	5 173 835	4 030 593	4 722 958	692 365	17,18%
Fonds de roulement, dette et solvabilité						
Besoin de financement hors emprunt et résultat	3 144 669	3 697 016	2 233 578	4 515 640	2 282 062	102,17%
Emprunt	0	0	0	0		
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 986 413	1 500 000	1 700 000	2 808 319	1 108 319	65,20%
Fonds de roulement	**6 133 994**	**8 772 728**	**9 072 555**	**9 941 852**	**869 297**	**9,58%**
Variation du fonds de roulement	942 602	188 081	1 456 856	- 633 642	- 2 090 498	-143,49%
Encours de dette au 31/12	6 025 788	5 014 070	4 052 108	3 194 466	- 857 642	-21,17%
Variation de l'encours de dette	0	- 1 011 718	- 961 962	- 857 642	104 320	-10,84%
Capacité de désendettement	**1**	**1**	**1**	**0**		

Budget principal	PROSPECTIVE				Ecart en €	Ecart en %
	2024	2025	2026	2027	2023-2024	2023-2024
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**17 764 855**	**18 386 744**	**18 489 307**	**19 285 974**	**- 360 663**	**-1,99%**
Produits des cessions d'immobilisations	372 000	770 000	680 000	1 250 000	227 250	156,99%
Recettes réelles de fonctionnement	17 392 855	17 616 744	17 809 307	18 035 974	- 587 913	-3,27%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**15 378 663**	**15 436 526**	**15 661 424**	**15 851 926**	**1 279 893**	**9,08%**
Charges financières	104 000	126 500	315 900	299 650	- 5 358	-4,90%
Excedent ou deficit de fonctionnement	2 227 001	3 613 193	6 563 411	9 391 294	- 2 991 893	-57,33%
Epargne brute retraitée	2 014 191	2 180 218	2 147 883	2 184 048	- 1 867 806	-48,11%
Taux d'épargne brute	11 %	12 %	12 %	12 %		
Epargne de gestion	2 490 191	3 076 718	3 143 783	3 733 698	- 1 645 914	-39,79%
Amortissement de la dette	882 000	887 550	1 051 400	731 730	27 393	3,21%
Epargne nette retraitée	**1 132 191**	**1 292 668**	**1 096 483**	**1 452 318**	**- 1 895 199**	**-62,60%**
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**6 031 201**	**9 862 500**	**6 182 571**	**6 888 585**	**2 670 298**	**79,45%**
Produits des cessions d'immobilisations	372 000	770 000	680 000	1 250 000	227 250	156,99%
Subvention	391 854	1 841 043	663 760	2 245 989	262 320	202,51%
Excédents de fonctionnement capitalisés	3 000 000	0	0	0	191 681	6,83%
Emprunt	**2 050 000**	**7 000 000**	**3 000 000**	**3 000 000**	**2 050 000**	
Autres recettes d'investissements	981 201	2 862 500	3 182 571	3 888 585	428 617	77,57%
Dépenses d'investissement hors emprunt	8 833 183	15 564 210	9 682 731	3 478 652	4 611 089	109,21%
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**9 715 183**	**16 451 760**	**10 734 131**	**4 210 382**	**4 638 482**	**91,37%**
Dépenses d'équipements	8 473 683	15 440 210	9 558 731	3 436 652	4 390 330	107,52%
Excedent ou deficit d'investissement	4 025 801	1 344 819	- 5 244 440	- 9 796 000	- 697 157	-14,76%
Fonds de roulement, dette et solvabilité						
Besoin de financement hors emprunt et résultat	8 733 982	13 589 260	7 551 560	321 797	4 209 865	93,05%
Emprunt	2 050 000	7 000 000	3 000 000	3 000 000	2 050 000	
Excédents de fonctionnement capitalisés	3 000 000	0	0	0	191 681	6,83%
Fonds de roulement	**6 252 802**	**4 958 012**	**1 318 970**	**- 404 706**	**- 3 689 050**	**-37,11%**
Variation du fonds de roulement	- 4 669 790	- 4 409 041	- 2 403 676	4 862 251	- 4 027 671	627,25%
Encours de dette au 31/12	4 362 466	10 474 916	12 423 516	14 691 786	1 168 000	36,56%
Variation de l'encours de dette	1 168 000	6 112 450	1 948 600	2 268 270	2 025 642	-236,19%
Capacité de désendettement	**2**	**4**	**5**	**6**	**2**	

RATIOS

Ratios

Ratios / Année	2021	2022	2023	2024	Ratios Nationaux Strate 10 000 à 20 000 hab
1 - DRF € / hab.	853,78	890,89	966,66	1 058,19	1 099
2 - Fiscalité directe € / hab.	370.1	377.92	448.92	468.09	594
3 - RRF € / hab.	1 135,79	1 165,21	1 242,75	1 222,38	1 305
4 - Dép d'équipement € / hab.	241.09	160.93	280.08	600.03	297
5 - Dette / hab.	336,92	270,41	219,02	300,18	829
6 DGF / hab	57.13	52.59	52.35	53.0	170
7 - Dép de personnel / DRF	49,66 %	47,98 %	45,32 %	46,36 %	60 %
8 - CMPF	103.75 %	104.35 %	102.91 %	102.91 %	/
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	81,31 %	82,11 %	82,5 %	91,53 %	91 %
10 - Dép d'équipement / RRF	21,23 %	13,81 %	22,54 %	49,09 %	23 %
11 - Encours de la dette /RRF	29,66 %	23,21 %	22,36 %	22,81 %	64 %

CONCLUSION

Conclusion

Sur la période 2024 – 2027 la Ville prévoit d'investir à hauteur de 37,5 M€.

Des réserves conséquentes (12,5 M€) nous permettent d'en financer une partie.

Le recours à l'emprunt sera tout de même incontournable (prévision d'emprunts de 15 M€).

Des efforts devront être poursuivis tant dans la maîtrise du budget de fonctionnement que pour les investissements hors grands projets afin de dégager 10 M€ de recettes supplémentaires au cours des 4 prochains exercices.

Les seuls leviers de recettes municipales reposant sur l'emprunt et la fiscalité locale, il ne sera pas à exclure une hausse des taux de fiscalité dans les années à venir.